



## Les médias canadiens fomentent une campagne contre la Chine après l'arrestation de Meng

Par [Roger Jordan](#)

Mondialisation.ca, 20 décembre 2018  
[wsws.org](#) 19 décembre 2018

Région : [Asie](#), [Le Canada](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Loi et Justice](#)

Depuis que le Canada, agissant à la demande de Washington, a arrêté Meng Wanzhou, cadre supérieur de Huawei, les principaux médias canadiens sont passés à la vitesse supérieure pour justifier que son arrestation est «légale» et pour présenter la Chine comme une menace pour le Canada et le reste du monde.

Les accusations criminelles portées par les États-Unis contre Meng sont fabriquées de toutes pièces et motivées par des considérations politiques. Pourtant, cela n'a pas empêché les médias de réagir avec de hauts cris les plaintes de la Chine au sujet de l'arrestation de Meng et de présenter le Canada comme étant attaqué par une Chine autoritaire et belliciste.

Dans un éditorial du 14 décembre intitulé «La fin de l'illusion chinoise du gouvernement Trudeau», le *Globe and Mail* se réjouissait du fait que la détention de Meng le 1er décembre et l'arrestation subséquente coup sur coup de deux citoyens canadiens en Chine, ont mis un frein aux plans du gouvernement libéral pour un accord de libre-échange avec Pékin. «Le cas de Meng Wanzhou a torpillé la politique chinoise du gouvernement Trudeau», s'enthousiasme le *Globe*, le porte-parole traditionnel de l'élite financière de Bay Street. «En même temps, elle a également coulé la politique de la Chine à l'égard du Canada. Disons que c'est gagnant-gagnant.»

Le *National Post*, un journal néoconservateur, était tout aussi jubilatoire. Écrivant à la suite de l'arrestation par les autorités chinoises de l'ancien diplomate canadien Michael Kovrig et de l'homme d'affaires Michael Spavor, le *Post* a déclaré que leurs arrestations pourraient «s'avérer utiles», car «elles devraient empêcher notre premier ministre, ou tout futur premier ministre, de continuer à fermer les yeux sur la nature criminelle et brutale du gouvernement de Pékin».

Ainsi, la réalité est présentée à l'envers. Le régime de Pékin est sans aucun doute autoritaire, car il représente l'oligarchie capitaliste issue de la restauration du capitalisme par la bureaucratie stalinienne dans la République populaire. Mais ce n'est pas l'agresseur dans ce cas.

Au contraire, le Canada, de connivence avec son plus proche allié géostratégique et économique, a organisé une provocation politique, kidnappant Meng le jour même où le président américain Donald Trump rencontrait le président chinois Xi Jinping en marge du sommet du G20 dans le but présumé de parvenir à un accord pour régler leur guerre tarifaire lancée par les États-Unis.

Les États-Unis cherchent à extraditer Meng pour qu'elle soit confrontée à deux accusations de fraude, chacune d'elles étant passible d'une peine potentielle de 30 ans de prison. Ces accusations découlent des sanctions extraterritoriales unilatérales de Washington contre l'Iran, sanctions qui, dans leur portée mondiale, sont à la fois illégales et équivalentes à un acte de guerre. Comme l'ont fait remarquer des observateurs, Meng a clairement été ciblée pour servir d'exemple. Jusqu'à présent, les États-Unis n'avaient pas essayé de tenir les dirigeants des grandes entreprises personnellement responsables lorsqu'ils cherchaient des représailles pour des cas présumés de «violation des sanctions», préférant imposer des sanctions financières aux entreprises en cause.

Le lendemain de l'arrestation de Meng, le premier ministre Justin Trudeau a reconnu qu'il avait été averti à l'avance de ce qui était planifié comme action. Le conseiller de Trump pour la sécurité nationale, John Bolton, a également révélé qu'il était au courant du plan de détention de Meng, ce qui souligne que son arrestation imminente a été discutée aux plus hauts niveaux des deux États, tant aux États-Unis que dans le Canada.

Sur ordre de la ministre de la Justice et procureur général du Canada, Jody Wilson-Raybould, les procureurs de la Couronne ont tenté de refuser la libération sous caution de Meng qui, en plus d'être la directrice financière de Huawei, est la fille du fondateur et actuel PDG de la société, Ren Zhengfei. Au lieu de cela, un juge a imposé à Meng des conditions de mise en liberté sous caution onéreuses et humiliantes. Par exemple, elle doit porter un bracelet électronique à la cheville en tout temps et payer les services d'un agent de sécurité qui la surveille 24 heures sur 24 jusqu'à la fin de son audience d'extradition, un processus qui devrait prendre des mois.

Le président américain Donald Trump a lui-même souligné le caractère politique des accusations portées contre Meng, faisant exploser la prétention de Trudeau selon laquelle son arrestation n'était qu'une simple affaire juridique et administrative. La semaine dernière, Trump a dit qu'il pourrait intervenir dans le cas de Meng si cela pouvait aider à faire avancer les négociations commerciales avec la Chine. En d'autres termes, Meng doit servir de monnaie d'échange dans la volonté de l'impérialisme américain de subordonner la Chine à ses intérêts économiques et géostratégiques prédateurs mondiaux.

Depuis lors, des rapports ont confirmé que l'arrestation de Meng s'inscrit dans le cadre d'une campagne soigneusement préparée par les États-Unis et leurs alliés du réseau mondial d'espionnage Five Eyes pour empêcher Huawei et d'autres sociétés chinoises de télécommunications et d'informatique d'étendre leur influence sur les marchés mondiaux.

Le *Sydney Morning Herald* a révélé qu'une réunion des chefs du renseignement de Five Eyes à Halifax, en Nouvelle-Écosse, en juillet dernier, a discuté des mesures à prendre pour combattre l'influence de Huawei et de la technologie chinoise sur le développement des réseaux 5G mondiaux. Les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont déjà banni Huawei de leurs marchés 5G respectifs, et Washington fait pression sur la Grande-Bretagne et le Canada pour qu'ils fassent de même.

Selon un article paru dans le *Globe and Mail* de lundi, la réunion d'Halifax, à laquelle M. Trudeau a assisté en partie, était la deuxième fois cette année que les «espions en chef du réseau d'espionnage Five Eyes ont informé le premier ministre Justin Trudeau... du risque posé à la sécurité nationale par le géant chinois Huawei, une société de haute technologie».

Pour des raisons de sécurité commerciale et militaire, l'impérialisme américain est

déterminé à empêcher la Chine de devenir un acteur majeur sur les marchés technologiques mondiaux, en particulier dans le domaine des communications sans fil 5G. Comme l'a dit Michael Morell, qui a été deux fois directeur par intérim de la CIA dans une chronique du *Washington Post* du 14 décembre, les États-Unis sont engagés dans une «guerre technologique» avec Pékin.

Morell – soulignant sans aucun doute les ambitions du Pentagone et de l'Agence de sécurité nationale au cas où les États-Unis domineraient les réseaux 5G mondiaux – a souligné que la Chine pourrait utiliser la technologie 5G développée par Huawei comme «plates-formes d'espionnage» et, puisque la 5G sera «particulièrement adaptée pour connecter des choses... et d'autres fonctions essentielles», pour mener également du «sabotage». L'article concluait sur un ton militariste belliqueux: «Cette guerre froide technologique ne prendra peut-être pas fin de sitôt, mais il est vital pour notre sécurité nationale de ne pas céder le terrain... et de gagner la bataille pour la 5G».

Cela s'inscrit dans le cadre d'une stratégie d'affrontement beaucoup plus large menée par les États-Unis à l'égard de la Chine, en réponse à la perte de la domination économique mondiale de l'impérialisme américain. Depuis le «pivot» vers l'Asie de l'administration Obama, Washington a considérablement accru les ressources militaires déployées dans la région Asie-Pacifique pour se préparer à un affrontement armé avec la Chine.

Des navires de guerre et des avions américains ont lancé à plusieurs reprises des provocations au sujet de territoires contestés dans la mer de Chine méridionale. Ces tensions n'ont fait qu'augmenter sous l'impulsion de Trump, dont les tarifs douaniers sur l'acier, l'aluminium et d'autres importations visent principalement à forcer Pékin à permettre une plus grande participation étrangère dans des secteurs économiques clés et à abandonner ses plans visant à faire de la Chine un leader de la haute technologie dans le cadre de sa stratégie dite «made in China 2025».

Les éditoriaux du *Globe* et du *National Post* qui accueillent l'affaire Meng comme une occasion d'amener le gouvernement Trudeau et l'opinion publique à adopter une position plus agressive à l'égard de la Chine soulignent le vaste appui des cercles dirigeants canadiens à l'offensive américaine contre la Chine.

Au cours de l'année écoulée, tant les médias que les services de renseignement et de sécurité ont intensifié leurs pressions sur le gouvernement et d'autres institutions pour qu'ils adoptent une position ferme envers la Chine.

Cela comprenait le soutien des médias ou du moins l'acquiescement à l'imposition par Trump au Canada d'une clause de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) renégocié qui donne à Washington un droit de veto effectif sur tout accord de libre-échange futur entre Ottawa et Pékin.

Dans son premier discours public à la tête du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), David Vigneault a mis en garde contre les menaces à la sécurité nationale que représente la technologie étrangère pour le Canada. Bien qu'il n'ait pas mentionné nommément la Chine, il a été clairement compris que c'était sa cible.

La semaine dernière, le *Globe* a révélé que de hauts fonctionnaires du SCRS avaient rencontré des représentants des meilleures universités de recherche du pays pour les exhorter à se méfier de Huawei et à mettre un frein aux recherches universitaires financées

par Huawei.

D'importants secteurs des grandes entreprises canadiennes s'inquiètent des dommages que la détérioration des relations bilatérales pourrait causer au commerce entre le Canada et la Chine.

Mais la classe dirigeante canadienne considère que le maintien de son alliance économique et militaro-sécuritaire avec les États-Unis et de l'hégémonie mondiale nord-américaine est vital pour défendre et promouvoir ses propres intérêts impérialistes.

C'est pourquoi non seulement le gouvernement Trudeau a donné suite à la demande de Washington dans l'affaire Meng, mais les principaux médias corporatistes ont incité Ottawa à se joindre aux États-Unis pour adopter une position plus belligérante contre Pékin.

C'est aussi la raison pour laquelle les gouvernements conservateurs et libéraux successifs ont pris des mesures, à l'insu de la population canadienne, pour intégrer encore davantage le Canada dans l'offensive militaire et stratégique des États-Unis contre la Chine. Il s'agit notamment de:

- La conclusion par le gouvernement conservateur Harper d'un accord secret avec les États-Unis en 2013 pour une coopération accrue entre les forces armées américaines et canadiennes dans la région Asie-Pacifique.
- La négociation par les Forces armées canadiennes d'accords de «poste avancé» avec Singapour et la Corée du Sud pour faciliter les déploiements militaires en cas de conflit dans la région Asie-Pacifique.
- L'identification par le gouvernement libéral de la Chine comme une «menace stratégique mondiale» dans son Rapport sur la politique de défense nationale de juin 2017 – le même rapport qui a annoncé une augmentation de plus de 70 % des dépenses militaires au cours de la prochaine décennie.
- Le déploiement de navires et de sous-marins de l'armée canadienne dans la mer de Chine méridionale et le détroit de Malacca, et son affirmation que le Canada doit être de plus en plus présent dans ces eaux pour affirmer ses «intérêts stratégiques» et assurer son rôle d'«acteur mondial».

Roger Jordan

Article paru en anglais, WSWS, le 19 décembre 2018

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)  
Copyright © [Roger Jordan](http://RogerJordan.com), [wsws.org](http://wsws.org), 2018

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)